



Communiqué n°26- 19 juillet 2022- 14h00

## **FLEX-OFFICE: FORCE OUVRIERE exige le retrait.**

Le syndicat FO a pris connaissance du connexion infos signé de la DRH datant du 8 juillet 2022.

Il se conclut ainsi : *"La Direction se félicite du dialogue qui a eu lieu avec les organisations syndicales représentatives qui va permettre, pour l'ensemble des collaborateurs, de retrouver du pouvoir d'achat de façon immédiate et de réinstaurer une dynamique salariale pour tous. (...) Les conditions sont désormais réunies pour accueillir dans les meilleures conditions l'ensemble de nos passagers durant cette période estivale grâce à l'engagement de toutes et tous."*

Pour FORCE OUVRIERE, ce n'est pas le dialogue qui a permis *"de retrouver du pouvoir d'achat de façon immédiate"*. Preuve en est, la direction a refusé d'entendre les revendications portées par l'ensemble des syndicats dont **FORCE OUVRIERE qui n'ont cessés de réclamer des augmentations de salaires**. Rien n'y a fait.

Le mutisme de la direction a poussé les salariés à la grève. C'est la grève – et non le dialogue - qui a permis d'obtenir des avancées substantielles même si nombre de revendications ne sont pas encore satisfaites.

FORCE OUVRIERE tient à rappeler également que les augmentations de salaires permettent aux agents de payer les factures et de finir les fins de mois. Cela ne permet pas d'accueillir correctement les passagers.

Ce qui permet d'accueillir les passagers dans de bonnes conditions, c'est le nombre d'emplois et les conditions de travail correctes. Et de ce point de vue, la direction refuse toujours de répondre et de prendre des dispositions pour un plan de recrutement d'urgence et qu'elle ne fait rien pour stopper la dégradation des conditions de travail. **FORCE OUVRIERE rappelle que le nombre d'arrêts de travail et de maladies se multiplient notamment dans les secteurs des aéroports (APOC, SSIAP, ...) mais y compris dans les secteurs administratifs (IMO, DSI, ...).**

Non seulement, la direction ne fait rien pour stopper cette dégradation des conditions de travail mais elle poursuit avec la mise en place du Flex-office qui entraînera des conséquences néfastes pour les collectifs de travail, la réactivité opérationnelle et sera source d'une dégradation sans précédent des conditions de travail. Ce projet est très contesté par l'ensemble des élus du personnel, la médecine du travail et la majorité des salariés (cadre compris).

**C'est pourquoi, FORCE OUVRIERE revendique le retrait purement et simplement de ce projet. Non au Flex-office – maintien des places et des bureaux attitrés pour toutes et tous.**

Force est de constater que la direction s'en moque éperdument. Aujourd'hui au CSE, la direction n'a pas voulu répondre à la demande unanime des élus de reporter la séance du CSE portant sur la mise en place du Flex office.

**FORCE OUVRIERE appelle l'ensemble des personnels à se regrouper pour exiger le Retrait du projet de Flex-office et exiger le maintien des places et des bureaux attitrés pour toutes et tous.**

Si le rapport de force a permis de contraindre la direction à reculer sur son projet de double statut et d'obtenir des augmentations de salaires, alors le rapport de force peut permettre de faire reculer le projet de Flex-office. **Pour se faire, FORCE OUVRIERE sera amené à faire des propositions dans les prochains jours.**